

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 11/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Sablières de Guyenne**

1 Rond Point du Général Eisenhower  
Bâtiment F  
31100 Toulouse

Références : FP/CM/UbD24-47/2026/51  
Code AIOT : 0005207990

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement Sablières de Guyenne implanté lieux-dits Carré, Lagaule Nord, ... Legaud, Lagolle, A not, Laslisses,... 47400 Fauillet. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée dans le cadre des opérations de pompages/ rejet devant permettre le retour accéléré à des conditions d'exploitation acceptables, suite à la crue du mois de février 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sablières de Guyenne
- lieux-dits Carré, Lagaule Nord, ... Legaud, Lagolle, A not, Laslisses,... 47400 Fauillet

- Code AIOT : 0005207990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sablières de Guyenne exploite une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune de Fauillet soumise à Autorisation (rubrique ICPE 2510-1), une installation de traitement (rubrique ICPE 2515-1) et une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes (rubrique ICPE 2517-1) soumises à Enregistrement, ainsi qu'une centrale d'enrobage à froid (rubrique ICPE 2521-2) et un stockage de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (rubrique ICPE 4801-2) soumise à Déclaration.

Ce site a fait l'objet d'un renouvellement/extension par arrêté préfectoral du 25/04/23, sur une superficie totale 67,4 ha dont 33,96 ha exploitable pour une durée 15 ans et une production maximale 339 000 tonnes/an extraites (300 000 tonnes /an commercialisées).

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Qualité des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 3.6.3 à 3.6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en œuvre des opérations de pompage Post crue	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 3.6.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les opérations de pompages/rejet se déroulent conformément aux dispositions prévues.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise en œuvre des opérations de pompage Post crue**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des opérations de pompage Post crue
<b>Prescription contrôlée :</b>

Suite à des périodes de pluviométrie exceptionnelles ou un événement de crue, un pompage des plans d'eau créés par l'extraction est autorisé afin d'accélérer le retour à des conditions d'exploitation acceptables.

La crue doit être en phase décroissante et le niveau de l'eau est inférieur à la cote d'alerte « Vigicrue ».

Caractéristiques des pompes et rejets autorisés :

Le seuil de pompage est limité à 19.87 mètres NGF pour le secteur de Laslisse (lac de la carrière actuelle) et à 20.11 m NGF pour le secteur de Charbonneau (lac de l'extension) : pour assurer la surveillance de ces opérations, l'exploitant dispose de façon permanente une échelle limnimétrique. Elle est solidement ancrée dans la gravière de telle sorte à ne pas être détruite lors des épisodes de crues ou lors de l'exploitation courante. Elle doit permettre de vérifier visiblement la limite des côtes de pompage autorisées.

Le pompage effectué ne peut excéder un débit de rejet supérieur à 400 m<sup>3</sup>/h

Le rejet des eaux est effectué dans le fossé des Cornières, le point de rejet se trouve à 350 m du point de pompage aménagé afin de ne pas dégrader le fossé des Cornières,

Avant le début des opérations de pompage, un constat contradictoire de l'état du fossé des Cornières est organisé en la présence du président de l'EPCI, ou de son représentant, et à la charge de l'exploitant.

Mesures de suivi des opérations:

Toute opération de pompage doit faire l'objet d'une surveillance adaptée permettant de prévenir de tout inconvénient vis-à-vis du milieu, des personnes et des biens. Tout événement contraire au respect des exigences précitées se traduit par l'arrêt immédiat des opérations en cours.

Avant la mise en œuvre des dispositifs, l'exploitant parcourt le tracé des cours d'eau entre le point de rejet prévu et leur confluence avec la Garonne. De même, l'état du fossé (ou de la conduite) entre le point de pompage et le point de rejet est contrôlé. Les éventuels embâcles sont enlevés.

Après le démarrage des opérations de pompage, le linéaire concerné est contrôlé afin de vérifier l'absence de débordement (fréquence journalière).

L'exploitant doit tenir un registre assurant la traçabilité des opérations de pompage ainsi réalisées en reportant les éléments d'appréciation pertinents (dates de début et de fin des opérations de pompage, débits rejetés ; date et heure de l'arrêt des opérations, en fin d'opération calcul du volume total rejeté au milieu naturel, photographies, résultat de la surveillance effectuée).

#### **Constats :**

Préalablement aux opérations de pompage/rejet, un procès verbal de constatation de l'état du fossé des Cornières a été réalisé par un commissaire de justice le 2 mars 2026 en présence de l'exploitant et d'un représentant de Val de Garonne Agglomération.

Le pompage est mis en place au niveau du plan d'eau sur le secteur de Laslisses.

Après des essais réalisés le 4 mars 2026, les opérations de pompage ont véritablement démarré le 5 mars 2026.

<p>Le dispositif est constitué d'un point de pompage (pompe immergée fixée à un radeau flottant sur le plan d'eau, alimentée par un groupe électrogène) et d'un point de rejet au niveau du fossé des Cornières (classé cours d'eau par la DDT, et rejoignant la Garonne) reliés par un linéaire d'environ 650 m de tuyau. Un linéaire de secours a été mis en place parallèlement à celui en service en cas de défaillance de ce dernier.</p> <p>Le linéaire a été parcouru le jour de la visite depuis le point de pompage jusqu'à l'exutoire du fossé des Cornières dans la Garonne ; il n'a pas été constaté de désordre de type eaux chargées, débordement, dégradation de berges ou talus sur le parcours.</p> <p>Le tuyau débouchant dans le fossé des Cornières est solidement ancré et l'exutoire du fossé des Cornières au niveau de la Garonne présente peu de risque de dégradation au vu de l'enrochement qui est en place.</p> <p>La pompe, d'un débit de 400 m<sup>3</sup>/h, tourne 24h/24 et 7j/7. La durée estimée de pompage est d'environ un mois et demi.</p> <p>La présence d'une échelle limnimétrique n'a pas pu être constatée le jour de la visite. L'exploitant a indiqué à ce sujet qu'elle était totalement immergée à ce stade. Dans l'attente de sa réapparition, un piquet sur lequel a été fixé un mètre mesureur a été mis en place afin d'apprécier la baisse du niveau d'eau.</p> <p>Une surveillance des opérations est assurée plusieurs fois par jour par une personne dédiée et un registre de suivi des opérations a été mis en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection un bilan des opérations précisant notamment le volume total rejeté au milieu naturel, les résultats de la surveillance effectuée et les incidents potentiels.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Qualité des eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 3.6.3 à 3.6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Article 3.6.3 - Contrôle de la qualité des eaux rejetées:</u></b>  L'exploitant effectue un contrôle hebdomadaire de la qualité des eaux rejetées au point de rejet sur les paramètres dont un avant le début des premiers rejets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>pH,</li> <li>Température,</li> <li>Demande chimique en oxygène,</li> <li>Hydrocarbures</li> <li>Matières en suspension totale</li> </ul> <p>Les eaux rejetées respectent les valeurs limites d'émission suivantes :  le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</p>

la température est inférieure à 30 °C ;  
la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101)  
les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

#### **Article 3.6.4 - Surveillance du milieu:**

L'exploitant fait procéder à un contrôle de la qualité des eaux du milieu récepteur (fossé des cornières) hebdomadaire durant la période de rejet.

Pour cela, il aménage des points de prélèvement en amont et en aval du point de rejet, à une distance telle qu'il y ait un bon mélange des effluents avec les eaux du milieu naturel.

Sur ces deux points il procède à la mesure des matières en suspension totales (MEST) (norme NF T 90 105). Le rejet n'induit pas un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension.

De plus, la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le bilan mentionné à l'article 3.6.5. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées sans délai.

#### **Article 3.6.5 - Bilan :**

Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés. A la fin des opérations, le bilan des mesures est transmis à l'inspection en charge des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

#### **Constats :**

Aucun résultat d'analyse n'était encore disponible le jour de la visite.

Le risque de pollution aux hydrocarbures reste limité dans la mesure où les engins et bacs de stockages, ayant été déplacés au point haut du site au moment de l'alerte, sont restés hors d'eau durant tout l'épisode de crue ainsi que l'atelier également situé au point haut.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Toute dérive des résultats de suivi de la qualité des eaux devra être signalée à l'inspection des installations classées sans délai, accompagné des commentaires sur les causes et la nature des actions correctives mises en œuvre.

Les comptes rendus d'analyses ainsi qu'un bilan de la surveillance de la qualité des eaux conformément à l'article 3.6.5 devront être transmis à l'inspection à l'issue des opérations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois